



DÉCLARATION de la FNEC-FP-FO

Comité Technique Spécial Départemental du Lot & Garonne

5 février 2021

Monsieur Le Directeur Académique des Services de l'Education Nationale,
Mesdames & Messieurs les membres du CTSD 47,

Défendre l'Ecole républicaine, c'est défendre ses personnels, leurs statuts et leur autorité, et lui donner la considération et les moyens nécessaires pour réaliser ses missions.

C'est prendre en compte les revendications portées par les organisations syndicales.

Or aujourd'hui, nous siégeons plus ou moins dans la chambre d'enregistrement de la saignée à venir des lycées et collèges de notre département.

En amputant les lycées généraux de 357 heures alors que les effectifs prévisionnels pour la rentrée 2021 indiquent une hausse de 65 élèves et en soustrayant 245 heures aux collèges, notre Institution décomplexée ne s'y prendrait pas mieux pour nous signifier le mépris qu'elle a à l'égard de l'implication des professeurs, le peu de considération qu'elle porte aux difficultés annoncées pour les chefs d'établissement, et le désintérêt assumé pour les conditions de travail des élèves.

Plus de 60 heures en moins pour certains établissements ! D'autres, qui verront leurs effectifs élèves augmenter, subiront malgré tout ces pertes horaires ! C'est intolérable !

On réclame des moyens à cor et à cri.

On nous en enlève.

Le cynisme atteint ici son paroxysme.

Surtout lorsque l'on nous raconte cette mauvaise blague d'un Ministre de l'Education qui rend en bon élève qu'il est 200 millions à Bercy, puisque l'Ecole et les personnels dont il a la charge n'en ont strictement AUCUN besoin !

A l'heure même où la défiance se renforce envers des enseignants constamment culpabilisés et désignés comme responsables des défaillances de l'Education nationale à la place des véritables coupables qui organisent à coups de contre-réformes le transfert de notre Ecole républicaine vers une école régionalisée et privatisée.

Ces enseignants épuisés par l'adaptation aux constantes réformes et qui sont soumis à des conditions de travail rendues encore plus difficiles par la crise sanitaire.

Mais pour assurer leur réussite, nos élèves ont besoin de professeurs face à eux, ce que la fragilisation de notre système induite par le manque de moyens ne peut systématiquement garantir !

Mieux ! Ils ont besoin de professeurs satisfaits de transmettre parce que l'on aura réuni les conditions pour que cette transmission se déroule sereinement !

Satisfaits de transmettre aussi parce que les besoins des élèves les plus fragiles auront été pris en compte.

Ce qui n'est pas le cas dans notre département si l'on considère la situation des SEGPA.

Monsieur le DASEN, vous avez décidé de financer ces classes à hauteur des horaires élèves fixés par l'arrêté du 21 octobre 2015, modifié par l'arrêté du 31 juillet 2017, augmentés de 3h complémentaires par classe. Cela signifie que pour une SEGPA de 4 classes, de la 6^{ème} à la 3^{ème}, ce sont 123,5 que vous donnez. Or, pour que deux ateliers puissent fonctionner, ce sont 129.5 qui sont nécessaires. En effet, les élèves ont 6 heures d'atelier en classe de 4^{ème} et 12 heures en classe de 3^{ème}, et ces horaires doivent être doublés afin que deux PLP de spécialités différentes puissent intervenir.

Si la décision de ce financement est entérinée, alors ce seront 2h d'atelier en 4^{ème} et 4h en 3^{ème} que les élèves vont perdre. 33% des horaires d'atelier.

Vous l'aurez compris, nous ne pouvons admettre que ces élèves de SEGPA, qui font partie des plus fragiles, soient les victimes de ce calcul arbitraire. Rien ne vous oblige, Monsieur le DASEN, à diminuer la DGH des SEGPA.

Aider les élèves les plus fragiles n'est-il pas parmi vos priorités ?

La FNEC-FP-FO demande à ce que les SEGPA soient dotées correctement afin que les personnels puissent remplir pleinement leurs missions.

Travailler dans des conditions acceptables, et pour les élèves et pour les enseignants, est-il normal que cela soit devenu une revendication ?! N'est-ce pas ce à quoi notre hiérarchie, à tous les niveaux, doit veiller ? Ce à quoi notre Ministère doit s'employer ? Sommes-nous si exigeants, nous qui souhaitons enseigner, transmettre, sans quémander, sans nous décourager, sans nous épuiser, sans asphyxier notre enthousiasme et notre vocation ?

Comment tolérer sans s'alarmer, ou sans être révolté cette dotation globale, véritable Radeau de la Méduse pour certains établissements et pour nombre de collègues qui vont voir leur poste supprimé !

Oyez, oyez, braves enseignants, la casse de l'Education nationale est en bonne voie !

Suppressions massives de postes, casse du baccalauréat, réforme des concours enseignants, loi 4D de transfert de la santé scolaire aux collectivités territoriales, réforme de l'Education prioritaire...

Et un Grenelle de l'Education qui se tient avec des tables rondes d' « experts » auto-proclamés qui ne représentent en rien les personnels que nous sommes et dont les maîtres-mots sont : territorialisation, autonomie, déréglementation.

D'ailleurs, dès les 1^{ères} lignes de ce rapport, on peut lire « l'établissement est un lieu où l'on applique des règles mais il doit être aussi un lieu qui produit ses propres règles ». Voilà une belle définition de l'Ecole républicaine !

Nous sommes donc là aujourd'hui pour pleurer sur ce constat qu'un enseignement de qualité, avec des moyens à la hauteur, n'est assurément pas la volonté ni la priorité de ceux qui décident ou attribuent ces mêmes moyens.

Mais nous serons de tous les combats, plus déterminés que jamais, pour défendre nos postes, nos conditions de travail et celles de nos élèves, pour défendre notre statut et notre droit d'expression dans des instances où nos prérogatives se limitent désormais à cette seule possibilité de dénoncer.

Souvent sans être entendus, et sans que nos votes soient considérés. Ou dans une instance comme celle d'aujourd'hui qui se tient après que toutes les commissions permanentes se soient réunies, et que tous les conseils d'administration aient proposé au vote un Tableau de Répartition des Moyens Donnés, moyens qui ne vont pourtant être votés officiellement aujourd'hui...

Nous dénonçons le mépris grandissant envers les prérogatives des syndicats que l'on essaie de réduire au silence, nous dénonçons les contre-réformes destructrices du Ministre Blanquer et les suppressions massives de postes qui mettent à mal notre système éducatif.

Depuis le statut général des fonctionnaires de 1946, les fonctionnaires ne sont plus les agents du gouvernement et de la majorité politique au pouvoir, mais les Serviteurs de la République, c'est pourquoi nous emploierons toute notre énergie à défendre l'un de ses socles qu'est l'Ecole de sa destruction amorcée, annoncée et assumée.

Pour la FNEC-FP-FO

Lætitia Calbet, Eric Lafont.